## DECLARATION ET PROtestation de Monseigneur le Prince de Condé:

# Presentée au Roy.

Ensemble les lettres par luy enuoyees à sa Majesté, à la Royne sa mere, & à la Cour de Parlement de Paris.

#### LETTRE DE MONSEIGNEUR LE Prince de Condé.

#### AV ROY.

## SIRE,

Vostre Maiesté aura appris par ma lettre du 27. du passé, les iustes raisons qui m'ont contraint de luy nommer ceux qui sont autheurs & cause des maux qui trauaillent vostre Estat, & de la supplier, comme ie fay encor tres humblement, de vouloir auant son partement donner vn ordre certain & afseuré à ses Conteils, pour uoir aux delordres qui vous ont esté cy deuant representez, tant par les remonstrances de vostre Cour de Parlement, que par les cahiers des Estats generaux, faire punir ceux qui le trouveront coulpables, & rendre la iustice de l'assassinat comis en la personne du sieur de Prouville Sergent Maior de vostre ville d'Amiens, & de m'excu er si iusques à ce qu'ilait pleu àvostre Maiesté pouruoir à ces choses, iene la pouvois accompagner en son voyage, à cause de son subit & precipité partement. Mais d'autant, SIRE, que ceux qui ont donné à vostre Majestéles conseils de rompre la conference & negociation de Mosseur de Villeroy, qu'elle auoir auparauant trouuce bonne, & iugee necessaire pour son service, & qui ont tousiours pris plaisir de rendre toutes mes actions edicules & luspectes à voltre Maiesté, quoy qu'il



Case

+326

ne s'y puisse remarquer que sidelité & integrité, luy pourront sur ces occurrence deguiser ce qui est de mes intentions, calomnier mes actions à l'endroit de vostre Maiesté, & respandre leurs calomnies par tout vostre Royaume, mesmes par
toute la Chrestienté. L'ay estimé, Sire, estre obligé pour l'interest que l'ay de garantir mon honneut & ma reputation,
d'enuoyer à vostre Maiesté ceste declaration signee de ma
main, en laquelle ie supplie tres-humblement vostre Maiesté
de voir par son œil equitable mes actions & deportements
passez, leurs causes & leurs effects, & les manuais & pernicieux
conseils des ennemis de vostre Estat, qui en esbralent les loix
& les sondemens, pour le porter à sa ruine. Vostre Maiesté y

passez, leurs causes & leurs effects, & les manuais & pernicieux conseils des ennemis de vostre Estat, qui en esbralent les loix 1615 code & les fondemens, pour le porter à sa ruine. Vostre Maiesté y recognoistra ma patience & mon obeissance, leurs iniustes procedures, & entreprises qu'ils font tous les iours contre l'authorité de vostre Maiesté, laquelle ie supplie aussi treshumblement trouuer bon que i'enuoye ladicte declaration à toutes vos Cours de l'arlement, & autres corps notables de vostre Royaume, & à tous Princes & Estats vos alliez & cofederez, à fin que chacun puisse cognoistre à quoy tendent mes actions, qui n'ont eu & n'auront iamais autre but que le but que le bien de vostre Estat, & la conseruation de vostre Couronne. Et sur ceste veritable protestation que i'en say à vostre Maieste, ie prie Dieu qu'il vous assiste de son Esprit, pour manier vostre sceptre en paix & tranquillité, vous inspirer de bons conseils, vous susciter de bons & fideles Conseillers, vous donner force, prudence & courage pour composer les mauuaises humeurs de ce Royaume, consolider ses playes & destourner les malheurs qui le menacent, & me rende si heureux que de pouuoir continuer à rendre toute ma vie à V. M. le tres-humble ieruice, à quoy la nature & mo deuoir oblige,

SIRE,

Vostretres-humble H tres obeissant subiest & serviteur HENRY DE BOYRBON.

De Coucy le 9.
Aoust. 1615.

### A LA ROYNE.

# MADAME,

La regence de cét Estat, dans le bas aage du Roy mon souuerain Seigneur, vous a conserué, & preparé en suite le pouvoir dans les affaires, mais les Ministres abusans de vostre bonté, innocente du mal, preferas leurs desseins particuliers au bien de l'Estat, ont excité, vne clameur publicque, qui a ietté deuat vos yeux les remonstrances du Parlement, ouyes, leues & imprimees, & toures fois negligees par opiniastreté, par desseins & sans raison. Les cahiers des Estats estouffés, contre la reigle ordinaire qui requiert verification dans les Parlemens, l'audace & la temerité daucuns desdits Ministres coulpables des desordres de l'Estat, le mal croissant m'ot fait quitter la Cour yn temps pour le dissimuler, esperant le restablissement, sans me plaindre, le tesmoignant par mes mescontentemens, sans en esmouuoir la France, laquelle estant en peril, ma naissance ma fidelité & mon courage m'obligent, pour me garentir de blasme, de vous en descouurir la cause, que vostre Maiesté seule peut arrester, & me plaindre de quelques lettres enuoyees soubs l'authorité du Roy, dot l'on abuse insolément par toutes les villes de son Royaume, ports defenses de m'en, ouurir les portes, ce qui ne vient que de ceux qui se sentent coulpables des maux qui ruinent l'Estat, & qui excitent la guerre, esperar dans la cofusion se garetir du iuste chastimet ment qu'ils ont merité. Mais considerez s'il vous, Madame, qu'il n'est pas raisonnable que pour la demande que ie fay de leur iustification ou de leur condemnation, toute la France soit portee à sa ruine ineuitable. Vostre Maiesté peut empescher ce malheur, faisant qu'ils soient remis à la lustice. Et lors ie ne manqueray de suiure le Roy par tout où il luy plaira me commander. Mais cependant cette action comblera vostre vie & vostre aage de benedictions. Prenés donc de bons conseils, Madame, quittés ceux du present, puis que par l'euenement ils se sont trouvés pernicieux: contentés vous des vostres, & de ceux que vostre bon naturel vous fournit, chassés rous ces Ministres coulpables, & indignes des charges publiques, croyés celuy qui par nature, par affection & par debuoir a interest à sa conservation du Roy, à la vostre, & à celle del'Estat. Et le remede ne se pouvant trouver par mes tres-humbles prieres & remonstrances pour garentir la France de sa ruine totale: excusez moy, Madame, si ie m'oppose au mal, gardant l'Obeissance au Roy, & le respect qui est deu à vostre Maiesté. l'envoye au Roy la Declaration & iustification de mes actions passes, & de ce que l'auray à faire à l'aduenir, qu'il communiquera, ie m'asseure, à vostre Maiesté, dessirant demeurer,

MADAME,

Vostre tres humble & tres-obeissant seruiteur & subiect HINRY DE BOYRBON.

# A Messieurs de la Cour de Parlement.

M Fflieurs, Vostre establissement & possession dans la direction des affaires publiques du Royaume, vous obligent par le debuoir de vos charges, mes desseins esfans bornez à la conservation de cet Estat, aux anciennes maximes & libertez d'iceluy, de fortifier de vos conseils, deliberations & resolutions, l'esprit du Roy, & celuy de la Royne, & guerir par chastiment le mal formé par les Ministres coulpables, qui approchent leurs Majestez. Ce que le public espere de vous, fondé sur les actions genereules & vertueuses de vos predecesseurs, & les vostres. Vous auez recogneu le mal de la France, vous l'auez touché, vous m'auez iustemét réueillé dans mon courage & ma naissance: ma patience pendant huict mois dans les desordres du public, tesmoignant vn mescontentement perpetuel, iustifie mes actions, & le respect que l'ay porté à la Royne dans son courroux excité par les Ministres. Ma qualité m'oblige d'aller au deuant du mal, & le coupper, ferme toutesfois dans les resolutions de suiure vos bons conseils, & y deferer comme estans les bons & fideles seruiteurs du Roy & de l'Estat, sans interests particuliers, auec protestation de perdre plustost la vie, estant ce que ie suis à la France & au Roy, que de surviure à son malheur & affoiblissement de la Couronne. Le fay cognoistre par mon escrit, fortifiant vos Remonstrances, le mal & les desordres du Royaume, pour le rendre plus prompt à la guerison. Continuez donc en vos genereuses resolutions, & ne permettez que pendant le bas aage de sa Majesté, les Ministres de l'Estat pour contenter leurambition, se servans du nom du Roy pour authoriser leur gouvernement, perdent & divisent ceste Monarchie, oppriment les bons & fideles seruiteurs du Roy, ruinent les anciennes maximes & loix fondamentales del'Estat, pour la conservation desquelles vous auez esté establis; les peuples vous en accuseront si vous y manquez, & vous en serez responsables enuers Dieu & le Roy, lors qu'il aura pris cognoissance de ses affaires. loignez vos desscins auec les miens qui ne tendent qu'au bieu public, sans aucun interest particulier : ainsi ie vous le jure & proteste, vous suppliant de le croire.

### DECLARATION

6

# DE MONSEIGNEUR LE

#### PRINCE DE CONDE'.

## Presentee au Roy.

Hacun sçait que Monseigneur le Prince, desia plusieurs fois, a fair entendre au Roy & à la Royne sa mere les grands maux & desordres qui trauaillent ce Royaume, & qui multipliez par le temps l'aduancent plus que iamais pour le porter à saruine, si par la prudence de leurs Majestez il n'y est bien tost pourueu. Ce fut l'an passé le sujet de ses treshumbles remonstrances, lesquelles il presenta à la Royne Regente, par l'aduis de bon nombre de Princes, Officiers de la Couronne, Seigneurs & Gentilshommes, dont il estoit assi-Ré. Mais dés lors les mauuais Conseillers, que les ennemis du repos & tranquillité de la France tiennent à gages pres de leurs Majestez, au lieu de faire profit de ces aduis, conuertissans cet aliment en poison, firent du remede l'entretenement de la maladie, & voyans que par ce moyen leurs mauuais desseins seroient recogneus & leurs projets rendus inutiles, cuidans couurir leurs fautes, & esloigner d'eux le blasme & reproche qu'ils ne pouvoient euiter, ils eurent recours aux artifices dont en tous siecles se sont seruis ceux qui coniurez à la ruine de ce Royaume y ont à ceste fin entretenu le desordre & la confusion. Car comme les maux estoient sans nombre, austi ne pouuoient-ils faire que la doleance publique ne vinit frapper l'oreille du Roy & de la Royne sa mere, & n'émeust leurs compassions au soulagement du pauure peuple, & leuriuste vengeance contre les autheurs de ceste generale dissipation. Pour destourner ce coup qui alloit tomber sur leurs testes & ruiner leurs desseins, ils s'armerent d'audace & d'impudence, qui est le dernier resuge de tous les meschans, & oserent calomnier les plus saines intentions dudit Seigneur Prince, & de tous ceux qui estoient ioincts auecluy, afin que ayans preuenu la liberté du jugement de leurs Majestez, par vne mauuaise impression contre leurs personnes, toutes leurs actions leur fussent suspectes & odieuses. En quoy la trop

grande credulité de la Royne fauorisa grandement leurs desseins. Car luy ayans fair entendre que la reformation qu'on demadoir en l'Estat, n'estoit qu'vn pretexte pour luy en oster le gouvernement, que les plaintes publiques, qui sont les gemissemens, comme les derniers souspirs de tant de milliers d'hommes, estoiet la voix d'yn peuple mutin & rebelle, amateur de nouueauté, & desireux de troubles domestiques : telles impostures ayans jettéla désiance dans l'esprit de sa Majesté, elle se laissa facilement emporter à la force de leurs persuasions, & ferma l'orcille à ces Remonstrances, qui eurent vn effet du tout contraire à l'intention dudit Seigneur Prince & aux vœux de tous les gens de bien. Car prenant de la gauche ce qu'il bailloit de la droitte, au lieu de Iustice qu'il demandoit, on parla de l'opprimer par les armes & forces du Roy, on dressa à cette fin de nouueaux regimens, on fit des leuces de Suisses, on assembla des troupes en corps d'armee, on tira du thresor de la Bastille l'arget que le seu Roy y auoit mis pour la necessité & le salut public, afin de l'employer' cotre son propre sang, contre ses plus fidelles seruiteurs, par ce qu'ils auoient ofé ouurir la bouche pour parler, des miseres & calamitez publiques, & de la reformation des desordres de l'Estat.

Mais telles procedures contre des personnes suppliantes, innocentes & desarmées ayans esté publiquement detestées, il se trouua encor quelques gens de bien pres de leurs Maiestez, qui arresterent l'execution d'vn si pernicieux conseil. Et lors on proposa vne conference, laquelle commencée à Soissons, concluë à saincte Manehould par vne belle resolution d'assembler les Estats generaux, qui est l'ancien & plus salutaire remede des playes domestiques de ce Royaume, faisoit esperer qu'en ceste assemblée se pourroient trouver des moyens pour remedier aux maux de cest Estat & le remettre en son ancienne dignité & splendeur. Chacuns'en promettoit vn heureux succez & toutautre que l'issuë n'a fait paroistre, les remedes qu'on y a appliquez s'estans rendus plus propres à nourrir & entretenir le mal qu'à l'esteindre, comme souuent vne mesme cause produit vn effect tout contraire à soy mesme. Aussi de bonne heure ceux qui sçauent iuger des effects par les causes & par coniectures de l'aduenir preuoir la suitte des affaires, recogneurent bien tost que le fruict n'en feroit tel qu'on l'auoit esperé, & que le train qu'on leur faisoit prendre, en rendroit le succezmoins fauorable. Car dés l'entrée ceux que l'ambition, l'auarice, & autres particuliers interests portoit à d'autres desseins, & qui impatiens du repos & prosperité de la France, sçauoient tres bien n'y pouuoir paruenir que par la confusion, rume & destruction de cet Estat, craignans que les Estats n'en arrestassent le cours, & leur fissent rendre compte de leur mauuaise administration, ne pouuans se representer vne telle assemblée qu'auec l'apprehension des peines qu'ils meritent, n'ont obmis pratique ou artince quelconque pour l'eluder & rendre inuvile, Expour en troubler la conuocation, ils susciterent la mutinerie de Poichiers, où Monseigneur le Prince s'etlant acheminé, auec quelques vns de ses domestiques, pour demander raison d'vne intolence commise en son endroit, par l'outrage fait à vn des liens, ils exciterent par leurs emissaires yn nombre d'habitans, qu'ils cognoissoient bien entendus à promouuoir des seditions, lesquels remplirent la ville de frayeur & de vacarme, comme si les ennemis eussent esté à leurs portes. Dequoy ledit Seigneur Prince s'estant plaint à la Royne, & demandé iustice de ceste procedure si se sitieute & si insolente, ces mauuais Conseillers, gaignerent aussi tost l'oreille de sa Maiesté, la remplirent de calomnies & de fausses impressions, comme s'il eust voulu se saisir de la ville de Poictiers. Chose ridicule qu'vn Prince desarmé soubs la foy publique d'vu traicté, accompagnéseulement d'vn petit nombre de ses domestiques, aye voulu executer vn si grand dessein, & s'emparer d'vne ville de telle importance, au milieu du Royaume, luy qui estant armé ne l'a pas entrepris sur des places de plus libre accez & beaucoup plus faciles à garder, Mais ils auoiet opinion qu'il voudroit poursuiure la vengeance de ceste offence, tant eux mesmes la croyoient iuste, & que la reparation luy en estant deniée, ainsi qu'elle a esté insques à present, cela le porteroit à quelque extremité, & qu'ainsi ils romproient la controcation des Estats par le trouble.

Toutesfois ledit Seigneur Prince, pour le bien du Royaume, s'estant côtenu en repos & dissimulé cette iniure, se voyas sans excuse de tenir les Estats, ils prindrent resolution de les dresses, & faire reississent orte, que les justes plaintes de subiets du Roy y sussent supprimees, les entreprises & trahisons contrel' Estat dissimulees, l'impunité des crimes fauorisee, le desordre & la consus sont establie, toute sorte de maux authorisez pour le passé, prouignez pour l'aduenir, & le nom d'Estats à iamais odieux & abominable aux Erançois. Pour cét efferils sirent des menees dans toutes les prouinces, afin de faire assire des Deputez à leur poste, n'ayant fait appeller aux

.

convocations particulieres que ceux que bon leuf a semblés faisans donner des pensions aux vns, des promesses aux autres, employans audacieusement à telles corruptions le nom du Roy & de la Royne sa mere, iusques à faire retracter l'election de plusieurs, disans qu'ils n'estoient pas aggreables à leurs Majestez. En quelques endroits ceux de leur raction se sont deputez eux-meimes, ayans employé à force ouuerte ce qu'ils ne pouuoient esperer par les formes legitimes & ordinaires. Bref, la liberté de l'election y a esté entierement opprimee par monopoles, corruptions, menaces & violences, & ont esté les Estats composez de personnes deputees par telles voyes. On ne s'est pas contenté de cela, on a enuo, é par les provinces des memoires de ce qu'on vouloit estre mis dans les cahiers, lesquels en beaucoup de lieux, voire quasi par tout ont esté dressez sans les communiquer aux corps des villes&' communaultés tant de la Noblesse que du peuple : de sorté qu'il se peur dire auec verité que ceste assemblee n'auoit des Estats autre chose que le nom. Le peuple en a crié, & s'en plaint encore par tout publiquement mais ceux qui profitent de sa misere, & moissonnent ses calamitez, scauent par trop d'experience qu'ils en ont, que telles plaintes vieillissent incontinent, & se perdent, & se promettent que toutes fortes de maux seront tousiours supportables par accoust umance. Aussi le peuple n'a encor senty aucun toulagement de ces Estats, n'en a peu conceuoir aucune bonne esperance, ny recogneu autre chose qu'infinis presages d'yne plus grande calamité.

Le Tiers Istat qui estoit la plus saine partie de l'assemblee. auoit voulu selon l'affection qu'il porte au Roy, poutuoir a la seureté de sa personne, par vn remede jugé conuenable par tous les gens de bien. Aussi tost se sont esseuez des gens si peu affectionnez, si desloyaux, & si infideles à leur Roy, si ingrats à leur patrie, qui ont fait la vie des Rois estre le sujet d'yne questió problematique, & matiere de discorde das les Estats. La dessus on a donné vn arrest au Conseil du Roy, par lequel on a imposé filence aux vns & aux autres, comme fila feurcté de la vie des Rois estoit vne proposition scrupuleuse, ou vn affaire qui ne fust pas digne d'esmouvoir de la dissention. Cependat on a semé parmy le peuple des libelles, qui font dépendre la personne & les Estats des Rois d'une autre puissance, & leur vie de la fureur des assassins, qui voudront les tenir pour Tyrans, selon l'opinion ou le commandement qu'ils en pourront auoir. Et ce qui est bien honteux en vn Estat tel que la

France, ces liures s'impriment & se vendent publiquement, & les re ponses qui se sont parles bons subiets à telles impietez n'ont cette mesme licence, & ne se publient qu'auec danger. Et si par vn tel silence, ou pour mieux dire par vnelasche preuarication, on a consenty à l'establissement d'vn mal si dangereux contre les sacrees personnes des Roys, iusques à faire
rayer des cahiers des Estats l'article qui portoit la recherche
du detestable parricide commis en la personne du seu Roy de
tres heureuse memoire, dont la playe encore route singlante
crie vengeance deuant la sustice de D 1 x v cotre les persides
autheurs de sa mort, que peut croire le peuple qu'il y air plus
d'affection à faire cesser les maux qui le tourmentent, & qui
pourront encores naistre pour sa derniere desolation?

On a veu le Mareschal d'Ancre, que la faueur seule, non le merite, l'extraction, ny les services rendus à la France, a introduict és premieres charges & plus importans gouvenemens de l'Estat cotre les loix du Royaume, faire attenter audacieusement, à la face des Estats, des assassinats contre la Noblesse Françoise auec telle impunité que les plaintes ont esté tenuës pour crimes, & le ressentiment d'une si iuste douleur estoufté par la faueur d'vne puissance absoluë, & par les menaces d'vne derniere violence (ce qui a depuis peu de jours donné l'audace à vn soldar Iralien de la citadele d'Amies d'assassiner publiquement le sieur de Prouuille Sergent Major de ceste ville frontiere, sans que iusques icy la iustice en ait esté faite.) Et en melme temps des poursuites, rigoureules contre les Gentilshommes François, pour des causes legeres & de peute consequence, pour l'estre ressentis de la persidie & trahison domestique de quelques seruiteurs insideles, mises neantmoins au plus haut degré d'offense, d'autant qu'ils affectionnoient le teruice dudit Seigneur Prince, & qu'il en prenoit la protectio. On a veu arriver dans la ville capitale du Royaume des personnes detestables appellees de toutes les parties de l'Europe, lous divers pretextes, avoir faueur en Cour, & entree en plufieurs grandes maisons, mais particulieremet dudit Marcschal, Iuifs, Magiciens, empoisonneurs, assassins, par le ministere desquels on a dressé plusieurs projets contre la vie dudit Seigneur Prince, & de Monsieur le Duc de Longueuille, & d'autres Princes & Seigneurs, qui comme luy affectionnent le seruice du Roy, & l'Estar, & sont ennemis du desordre & de la confusion.

On a veu en ce melme temps receuoir toutes fortes d'aduis & inuentions, pour leuer deniers sur le peuple, trente cinq ou quarante Edicts secilez pour cét esset: Mais ces deniers, i plus que ceux qui procederont de la nouvelle revente des gresses & auttes domaines, qui par le bon mesnage du seu Roy s'en alloient dans peu de temps desengagez, ne sont pas destinez pour entrer és cossres du Roy, ny pournoir aux necessitez publicques de l'Estat, mais pour assourir l'auarice infatiable du Mareschal d'Ancre, qui est telle, qu'il se verissera que depuis la mort du seu Roy par divers moyens, & par suppositions de noms empruntez pour faciliter le verisseatio des dons, il a tiré de deniers clairs plus de sx millions de liures.

On a veu aussi les essorts qu'il a faits cy deuant pour arracher des mains dudit sieur Due de Longueuille le gouvernement de Picardie, l'vn des plus importans du Royaume, luy faisant proposer des recompenses excessives de deniers, & par vn exemple honteux mettre à prix d'argent ce qui a esté doné pour recompense à la vertu & sidelité de ses predecesseurs. Ce que n'ayant peu obtenir, on a veu depuis peu de iours la violence que sous le nom du Roy, il a fait faire dans Amiens, asin de s'y rendre le plus sort, pour obliger sa Maiesté à redoubter sa puissance, & supporter ses actions & deportemés, par la crainte de perdre vue place si importante, quandil luy prendra fantasse de se soustraire de son obessisance, chote qui arrive facilement à des personnes de sa condition, qui n'ont aucune assection naturelle ny interest à la conservation de l'Estat.

On a veu & voit-on encore tous les iours à la honte de la France, cét estranger auec ses supposts, estre la porte des honneurs & des charges publiques, disposer des benefices, & des gouvernemens, distribuer les pensions, estre arbitres & dispesateurs de toutes les graces, iusques à doner la vie ou la mort aux fabiects du Roy, selon qu'il leur plaist en faire accorder ou refuser les remissios. Ainsi aux despens de sa Maiesté, & au grand prejudice de son service, ils ont fait nombre de creatu. res, & en pourront encores faire dauantage, quandapres l'exsinction du droict annuel qu'ils ont ardemment poursuivie, ils auront tout pouuoir de disposer des offices, taschans par telles voyes illegitimes, en la foiblesse de l'aage du Roy, luy desrober l'affection de ses subiects, faisans dependre d'eux & de leur faueur tout le bien qu'ils en peuuent esperer, cependat que sa Maiesté demeure chargee de l'enuie du joug insupportable qu'ils ont imposé sur son peuple, qui est le chemin des plus hautes entreprises & vn tesmoignage affeuré que leurs desseins ne sont pas petits, quand is ne gaigneroient autre

cho se qu' vne assez forte puissance pour se redre formidables au Roy, & se maintenir contre sa instice, laquelle ils redoub-

tentplus que chose du monde.

Ces choses, & grand nombre d'autres semblables, entreprises auec hardiesse, & attentees auec toute impunité, ont fierement paru à la face de ces Estats, ausquels n'estant resté que le nom de leur ancienne dignité, il n'a pas esté loisible d'y rien proposer sans le consentement de ceux qui sont autheurs des desordres, dont on auoit à demander la reformation, & si quelque gens de bien non souillez de corruption, & das le cœur desquels estoit encor reseruce quelque viue estincelle de la vertu de nos ancestres, ont tressailly de douleur en leurs courages, &ietté les derniers sanglots de la liberté mourante, le grand nombre, les menaces & le nom du Roy, qu'on employe indignement pour authoriser le mal, & renuerser les bons conteils, ont tousiours imposé filence, & estoussé par ce moyen si peu de bien que l'on pouvoit esperer de cette assemblee, en laquelle ledit Seigneur Prince ayant resolu d'aller pour exhorter vn chacun de deposer tous interests, & ne se porter qu'aux affections qui ont pour but le vray seruice du Roy, & le soulagement de son peuple, pour s'exposer soymesme le premier à la censure des Estats, & resueiller leur sidelité & leur diligence à faire tout devoir de meitre en euidence les cau'es & les aurheurs de tant de miseres, proposer les remedes, & supplier le Roy de faire punir les coulpables, ces infideles & desloyaux Coteillers employeret encor le nom de sa Maiesté pour seruir de rempart à leurs meschancetés, & furent bien si audacieux de luy faire dire que le Roy luy deffendoit d'aller aux Estats, & sirent en sorte par le monopole de leurs partifans & pensionnaires, que s'il s'y fust presenté, il n'y eust esté receu auec l'honneur qui luy est deu, & au rang qu'il tient en ce Royaume.

Et bien que ledit Seigneur Prince se sust abstenu de l'entree desdits Estats, & qu'o ne luy peut imputer aucune saute, sinon que sa trop ardente assection au service du Roy & au bien de son Estat, luy tourne à mal-heur & à crime, & donne prise à la calomnie. On ne taissa pas neantmoins de tenir la nuiet des consols secrets, composez de trois ou quatre personnes de peu de valeur, ou sur deliberé dese saistr de la personne dudit Seigneur Prince & d'autres Princes, Officiers de la Couronne & Seigneurs, qui ne peunent non plus que luy voir la Maiesté de leur Roy si miserablemet soulee aux pieds, ay supporter vne si honteuse & si licentieuse profanation de

toutes choses. Et pource que le peuple n'eust peu estre perfuadé que telles violences eussent esté comandees par le Roy, il sut aussi conclud dans les mosmes conseils de desarmer les Parissens, de changer les Capitaines des quartiers, d'oster les chaisnes des rues pour diminuer la force de la ville, & d'y mettre les Suisses & autres gens de guerres: l'audace de tels Conseillers estant montee si haut que de croire toutes choses saisables & faciles pour l'execution de leurs pernicieux des-

Or comme ces Estats n'ont apporté aucun fruict, sinon des pensios & coadiutories à plusieurs Deputez de coscience venale, mais au pauure peuple redoublement de miseres & d'apprehensions. La Cour de Parlement de Paris, qui en diuers temps a rendu tant de tesmoignages de la fidelité pour la conservation de cette couronne, qui veille continuellemêt pour le service du Roy, & a toussours si villement addressé se conseils au bien de l'Estat, auroit par arrest du 28. du mois de Mars dernier arresté, soubs le bon plaisir de sa Maiesté, que les Princes, Ducs, Pairs & autres Officiers de la Couronne, qui ont seance & voix deliberatiue en la Cour, servoient inuitez de s'y trouuer, pour aduiser sur les propositions qui servoient faistes pour le service du Roy, soulagement de ses subiects & bien de son Estat.

Mais ceux qui n'ont establissement que par le desordre & la confusion, estimans que toute poursuites de reformation tend à les perdre, tascherent aussi tost de persuader à sa Maiesté que le Parlement auoit entrepris sur son authorité, & par diuers artifices luy rendre les droictes intentions de ceste copagnie suspectes, iusques à l'esmouuoir a des paroles d'indignation. Surquoy le Parlement ayant dressé ses remonstrances en termes humbles & respectueux, selon la prudence singuliere de cette compagnie, & icelles portees & presentees au Roy auec toute la reuerence qu'il se pouvoit desirer, saMaiesté auroit entendu par la lecture d'icelles ce que son Parlement auoit iugé estre de son service, & du bien vniuersel de son Estat, luy ayant representé les causes du mal qui l'afflige, & fait assez recognoistre ceux qui en sont les autheurs & la cause. Cela faisoit esperer à vn chacun de voir bien tost vne grande reformation, vn bon ordre aux affaires, & des exemples de iustice en la punition des coulpables. Mais ceux-là mesmes qui par leurs deportemens ont donné subiect à ces remonstrances, & qui y sont assez designez, au lieu de se iustifier ou se contenir en quelque modestie, tousiours bien seanie

à des accusez, abusans de plus en plus de l'authorité du Roy. se sont portez à vne derniere action la plus outrageuse à l'honeur de sa Maiesté, & la plus profane à l'endroit de sa iustice. qui puisse tomber en l'imagination des hommes, ayans entrepris, aux coulpables, accusez par la clameur publicque, & notoirement conusincus des cas mentionnez esdictes remostrances, de complotter par arrest qu'ils disent estre du Conseil du Roy, & toutes fois dressé & resolu contre l'aduis de la plus part des anciens Conseillers de sa Maiesté, qui ont la voix de tous les gens de bien, pour tesmoignage de leur fidelité & affection à son service & au bien de son Estat ; par lequel arrest ils declarent le Parlement in competent de representer au Roy les maux & les desordres qui vont tous les jours multiplians à la foule de ses subic ces, & à la ruine de son Estat, prononcent calomnieuses ces remonstrances, les appellent entreprises & desobeissance enuers sa Maiesté, & ordonnent que pour en esteindre la memoire, elle seront biffees, & ostees des registres de la Cour, & le Greffier tenu de les rapporter à sa

Maiesté, à peine de privarion de sa charge.

En quoy ils font assez cognoistre qu'ils n'et autre but que d'estouffer la verité par les chiquanneries, dont ont accoustumé de se seruir le, plus miserables, pour euiter la punition & le chastiment de leurs malesices. C'est l'ordinaire des meschans garnimens, quand ils sont accusez, de proposer incompetences, prendre les iuges à partie, & faire mille incidens pour employer le temps à autres choses qu'a la cognoissance de leurs crimes, qui par ce moyen demeurent souuent impunis. Chose estrange qu'il ne soit loisible à ceux qui souffrent de se plaindre, & rechercher les remedes pour leur soulagement, cela ne se peut appeller autrement qu'vne violence faicte à la nature, qui a des sa naissance inspiré ces affections à tous les animaux pour leur propre conservation. Ceste compagnie de peu de personnes, qui se dit le Conseil du Roy, reçoit tous les iours soubs le nom de sa Majesté toutes sortes de proposicios, qui vont à la foule du peuple, & à la dissipation de l'Estat, & n'y arien de plus comun que les Arreits pour le droit d'aduis de ceux qui sont autheurs de telles inuentions, condamnées par plusieurs ordonnances de nos Rois, qui veulent que telles gens soient chastiez, comme perturbateurs de la tranquilité publique. Et quand le Parlement en a representé le desordre, a voulu propo er ce qu'il a iugé estre du bien du seruice du Roy, & du sou lagement de son peuple, ce mesme Conseil abusant trop indi25

gnement de l'authorité de sa Majesté, en la foiblesse de son aage, luy a fairrejetter auec paroles d'indignation ce qui partoit de cette compagnie venerable, comme si elle ne meritoir la faueur de son oreille, ou du moins le mesme traictemet que reçoiuet les moindres & plus contemptibles personnes d'entre le peuple. Mais il ne faut trouuer estrange, si ceux, qui ont violé toutes les loix, & renuersé tout ordre de justice, s'efforcent d'abbatre l'authorité du Parlement, estant la choie du mode qui leur est la plus cotraire, qui fait plus trembler leurs consciences vicerees de leurs meschancetés, & contre laquelle ils croyent auoit vn iour besoin d'alleguer incompetence, dont ils cherchent par tout les moyens : ayans desia pour cét effet, tiré quelques pieces des Registres du grad Conseil, afin que releuez par dessus toute autre puissance, ils soient seuls iuges de toutes leurs actions, le puilsent iustifier eux mesmes, & prononcer calomnieuses toutes plaintes, come ils ont fair les Remonstrances du Parlement. Et si l'aage du Roy ne luy permet pas d'apperceuoir les dangers qui l'enuironent, & que tout accez à sa personne estant sermé à ceux qui l'en pourroient aduertir, il ne reste plus que les plaintes publicques du peuple, lesquelles touchans en particulier plusieurs Conseillers & principaux ministres du gouvernement, il n'y a lieu au monde où elles puissent estre examinees qu'au Parlemet, par l'aduis des Princes, Ducs, Pairs, & autres grands Seigneurs de ce Royaume. Car si les plaintes sont iustes, d'où pourroit proceder vn remede plus salutaire que celuy qui seroit concerté par vne si grande & si prudente compagnie? Si elles sont fausses, où est-ce que les accusez pourroient iamais trouuer vne plus gloricuse instification, & vn plus honorable tesmoignage de leur innocéce ? Mais telles espreuues, dignes de plus grands courages & de consciences plus asseurces, ne peuuent estre qu'espouuentables à ceux qui interieurement tourmentez du sentiment de leurs crimes, ont desia mille bourreaux en leurs ames, & vneiuste apprehension des supplices qu'ils ont meritez.

Pour cette cause ils ont casse ce tant necessaire Arrest du Parlement, & l'efforcent de faire supprimer ses Remonstrances, asin que le temps & leurs artifices ayans fait perir les preuues, il ne reste plus aucune memoire de si importantes accusations, & que le Roy venu auec les ans à la viaye cognoissance des maux qui afsligeront son Estat, ne puisse iamais remonter iusques à leur source, ny prendre vengeance d'une si malheureuse & dessoyale administration. C'est à ce mesme dessein qu'ils font precipiter l'execution du mariage du Roy, & en pressent l'accomplissement auec tant d'ardeur, pour s'acquerir les bonnes graces de la Royne suture, asin que sa saueur & protection leur soit à iamais vn asyle de toute seureté, contre la haine vniuerselle du peuple, & la malediction de toute la France, qu'ils ont attirée sur eux par leurs violens & pernicieux conseils.

Et qui pourroit sousserier plus long temps de tels Conseillers, quatre ou cinq persones venues derien, vsurper toute la puissance du Royaume, prendre insolemment l'authorité d'ordonner & changer toutes choses à leur poste, rennerser les loix & toute ordre de lussice, deprimer & échassauder les Par, lemés, tenir le pied sur la gorge à tous les gens de biens à tous les vrais François & sideles serviteurs du Roy, & se jouer ainfilicentieus emét de la sortune de ce grand Empire: Qui sous friroit de voir le Roy exposé comme il est au mespris & à l'irreuerence, toute la Cour estant auiourd'huy à la sutte de ceux qui peuvent faire donner des pensios, des benefices, des charges & gouvernemens, qu'on face violence à la porte du Louure, en la Chambre du Roy, en sa presence?

Voila les maux & desordres publics, dont iusques à present Monseigneur le Prince a demandé la resormation, les quels plusieurs ont mieux aimé voir que preuoir, les sentir iusques au vif que les croire, ostant toute authorité & pouuoir de les destourner à ceux qui ont esté assez prudens & clairuoyans pour les predire, auant qu'ils eussent fait vn si grand progrez, & sussent paruenus à tel excez qu'à peine peut on supporter

le mal, ny en souffrir le remede.

Outre ce que dessus, chacun sçait le mépris qu'on a fait, depuis les alliances d'Espagne, des Princes ettrangers, des voifins, & anciens amis & alliez de ceste Couronne, & les grands aduantages que l'Espagnol en diuers endroits a pris sur eux, par la conniuence & preuarication de ces infidelles Conseillers, tesmoing la prise de la ville d'Aix, de Vveiel, & de tant d'autres places occupées & iniustement detenues iusques à present, par le Marquis Spinola, dans les pays de Cleues & de luilliers, où il eust fait de plus grands progrez l'il n'en eust esté empesché par les armes de Messieurs les Estars, à qui le publica ceste obligation. Et l'execution du traicté de Zanten dont la memoire est presque perdue, pour auoir esté tant de fois interrompue & negligee, & maintenant entierement delaisse, faict assez voir, au grand mespris de l'authorité du Roy, que cela se fait pour fauoriser les desseins de l'Espagnol, & pou

17

& pour luy donner loisie d'affermir son vsurpation sur nos anciens amis & alliez. Chacun içait aussi les procedures honteuses & peu conuenables à la reputation de la France, dout on a vié enuers le Duc de Sauoye pour laisser opprimer & mettre ses Estats en proye à l'Espagnol, au notable preindice de ceste Couronne. Cela leur donne des iustes défiances com me si la puissance d'Espagne, forcifice de celle de France, rendoit à l'Empire de toute l'Europe, & ne pressoit l'accomplissement du mariage du Roy que pour ce dessein. Ils scauent que ceste alliance n'est pas seulement de personnes, mais aussi de conseils: Ils voyent que le Roy va messer ses affaires auec vn Prince qui est en sa pleine vigueur, luy va ouurir l'entree. en toutes les parties de son Royaume, communiquer tous ses. conseils & receuoir les siens pour le gouvernement de son Estat, & n'ignorent point que la Royne son est ouse aura ses affections, ses fauorits, ses desseins, qu'elle aurz bien le pouuoir d'introduire des Espagnol's aux plus grandes charges, & aux gouvernemens des plus importantes, aussi bien que depuis la mort du feu Roy nous y auons veu introduire des Italiens. Que si ceste puissance s'establit une fois, comme il sera mal aysé de l'empescher, cer Estat prendra une autre face, par le changement qui s'y fera de toutes chosee. Ils iont en alag. me & pour eux & pour nous du subit partement du Roy, de voir que sans necessité, au maunais estat où sont les affaires du Royaume au dedans, on aille encores, en vn aage si tendre faire vn effort à la nature, & hazarder la santé de la personne par l'accomplissement de ce mariage, qui se pourroit differer à va autre temps, pour euiter les dangereux inconveniens que. cette precipitation en fait crain dre de toutes parts, doncla calamité est dessa cogneuë à rous, les remedes à peu, & la façon; de les appliquer presque à personne. Cependantie Roy croistroit de plus en plus auec l'aage, en force de corps & d'esprit, les affaires pourroient estre en meilleur estat, les subjets plus. cotens, ses voifins & alliez plus asseurez, & toutes choses auec sa personne plus disposees au mariage. Il ne dependroit plus de l'ambition, de l'auarice ny de toutes les peruerses afrectios d'autres hommes. Il seroit luy-mesme arbitre de ses volontez, tiendroit les resnes de son Empire, n'appelleroit aux charges que les plus affectionnez à son service, aux gouvernemes que les plus fideles, à son Conseil que les plus gens de bien. Hizroit prudent pour ofter le mal du milieu de son peaiple, fort pour resister à ses ennemis, puissant pour asseurer Jes anciens alliez de la Couronne. Il seroit florissant en paix, invincible.

en guerre, & son Royaume comblé de benedictions du ciel, & abondancen toutes sortes de felicitez. Alors il pouroit accomplir son mariage sans rien craindre, au lieu qu'à present au bruit de son partement, toute la France est en larmes & en afsiction, toute l'Europe en alarme, les voisins en désiance, tout le monde en estonnement de la precipitation de ce mariage: alors ses subiets l'en supplieroient, ses alliez l'y con-uieroient, tous les hommes ensemble y apporteroient leur

consentement, & DIEV sabenediction.

Ceux de la religion pretenduë reformee, qui ne desirét que le repos soubs le benefice des Edicts, disent tout haut que l'o aduance ce mariage, afin de les exterminer durant le bas aage du Roy, auparauant qu'il puisse cognoistre qu'ils sont mébres vtiles à son Estat, cependant que ceux qui desirent leur ruine disposent entierement de sa puissance & de son authorire: que des-ia on en chante les triomphes en Espagne, qu'vn sesuite l'a presché depuis peu de jours das Paris, où l'on voit mesmes des liures faits au Espagne & en langage Espagnol, qui le promettent ainsi, & attribuent tous les mal-heurs que la France a receus depuis cinquante ans, mesmes les detestables parricides de nos Rois à la liberté de conscience qu'ils ont donée à leurs subiects, & de ce qu'ils ont pris Geneue & Sedan en leur protection. A celails adioustent le refus que la Noblesse a fait aux Estats de demader la manutentio des Edicts de pacification, quoy qu'ils doinent estre tenus & obserués comme loy fondamentale de l'Estat, & la reception & obseruation du Concile de Trente, juree, si solennellement depuis peu de iours, par le Clergé assemblé à Paris, à la face du Roy & de son Conseil, au grand mespris de son authorité & de l'honneur de sa Couronne, chose inouye auparauant, & qui n'a iamais esté pratiquee en France ny ailleurs. Ils sçauent le foing, qu'on rend plus que iamais de ierrer & entretenir la diuisson parmy eux, & que pour les affoiblir, on tasche de corrompre quelques particuliers d'entre eux par offres de charges, de dons e, de pensions. Ils voyent qu'en diuers endroits du Royaume on enfreint les Edicts sans qu'ils en puissent augir de justice, & qu'en mesme remps, sans necessité, il se fait de grands prepararifs & leuces de gens de guerre. Cela leur donne de juites craintes & desfiances, que soubs ombre des mariages d'Espagne, on ne vueille rompre les Edicts, & les reietter aux malheurs dont par le passé on a fait de trop miserables espreuues.

Toures ces choses ont obligé Monseigneur le Prince de

supplier tres humblement le Roy de pouruoir auant son partement à la reformation de ses Conseils; & aux abus & desordre de son Estat, dont il a nommé les principaux autheurs à sa Maiesté, qui sont le Mareschal d'Ancre, le Chancellier, le Commandeur de Sillery, Bullion & Dolé, leiquels par leurs violens conseils, & par leurs intelligences secrettes dedans & dehors le Royaume, remplissent tout le monde; les voisins & les domestiques, de soupçons & de messiances

Il y a encor d'autres personnes suspectes à l'Estat, lesquelles ledit Seigneur Prince ne nomme point à present pour quelques raisons qu'il aime mieux tatre que publier. Cependant pour preuenir la calomnie, & informer tout le monde de l'integrité de ses intentions, il a estimé estre de son deuoir, d'en esclaircir tous Rois, Princes, Estats, & nations de la Chrestienté, & des iustes & necessaires raisons qu'il a euës de se re-

tirer de la Cour

Dict doncq, Monseigneur le Prince, que depuis la majorité du Roy & la couocation des Estats generaux, il a tousiours esté pres de sa Maiesté, pour luy tesmoigner par sa presence, & par ses actios la tres humble obeissance qu'i luy doit, & peur dire qu'il y a esté receu auec toutes fortes de tesmoignages d'honneur & de bienueillance, quand il vest teu des mileres & calamitez publicques, au contraite mal traicté toutes les fois qu'il est venu à toucher cet vlcere, & que pour aucun interest particulier on neluy a peu faire abandonner celuy du public, & du bien general de l'Estat. Chacun seair les mauuais trairtemens qu'on luy a faits, & que nonobstant ces mespris, bien sensibles à vn Prince de sa qualité & de son courage, il a demeuré huich mois à Paris sans bouger, quelque mescontentement qu'il ait peu auoir, & quoy que souvent il ait esté excité. par son deuoir, appellé par la clameur dublicque, & pressé par la violence du mal, neantmoins il a tousiours patienté, & tenté toutes voyes, insques à ce que tout le monde a veu sa prefence y estre plustost mesprisee qu'vrile, que l'authorité Roya le estoit demeuree toute entiere entre les mains de ceux qui en abusent pour establir la leur, & que sa trop longue pati ence tournois en ruine & dommage à ce Royaume, leur donnant le lossis d'entreprédre toutes choses pour iniustes qu'elles peussent estre, faisant de leur propre interest une calamité commune, vne confusion publique. Sa douceur, sa modestie & son respect n'a seruy qu'il les aigrir, & les rendre plus audacieux, & salongne & extréme patience à les prouoquer à entreprendre sur sa personne & sur sa liberté, lors mesmes que té-

Cij

moignant l'entiere confiance qu'il prenoit de leurs Majestez, & que pour oster tous moyens à ceux qui out toussours pris plaisir de calomnier ses actions, il remit entre les mains du Roy, à la face des Estats, la ville & le Chasteau d'Amboue, qui tuy auoit esté baillée par le traicté de Sainche Mancho id, pour faire voir à coure la France, qu'il ne desiroit autres seure .. tez que celles qui dependent de son innocence, de la bonne grace de leurs Majestez, & de la bienuoillace, des ges de bien, & n'y a artifices ny rules qu'ils n'ayet employees pour l'effoigner de la presence du Roy & de ses bonnes graces, luiques à se servir du nom de la Majesté pour luy faire desendre par le fieur de Sainct Geran d'aller au Parlement à diuerles occurrences qui se presentoient pour le bien de l'Estat, auec commandement de l'arrester fil n'obeissoit à ceste violence, procedant des mesmes coseils, esquels plusieurs fois on auoir deliberé de le mettre à la Bastille, auec les autres Princes & Principaux Officiers de la Couronne qui le tont ioincts auec luy pour demander la necessaire reformation des desordres de

l'Estar.

En fin ledit Seigneur Prince apres s'estre mis en tout dewoir, & attendu filong temps les remedes qu'on auoit fait esperer, voyant qu'on se resoluoit à faire le voyage de Guienne pour le mariage du Roy & de Madame, sans y pouruoir en sorte quelcoque, & que tous les jours il estoit exposé à toutes sortes de dagers, afin de ne defaillir en cest endroit au public, & pour posseder sa vie en toute seureté & liberté, se resoult de seretirer en ses maisons, où ayat demeuré quelque teps on luy sit ouverture d'vue conference à Creil, ou Monsieur de Villeroy ayant esté ennoyé de la part du Roy auec charge seulement de le conuier de retourner à le Cour, ledit Seigneur Prince s'en excula sur les instes occasions qu'il en auoit, ne le pouuant faite auec la dignité & seureté qui appartient à vn Prince de la qualiré & condition en laquelle Dieu l'a fait naitire, insques à ce qu'il eust pleu à sa Majesté establir vn ordre en ses Conseils, & pouruoir aux desordres de son Royaume, qui luy auoient esté representez par les remonstrances de la Cour de Parlement, Surquoy ayant pleu à la Majestérenoyer vers luy ledit sieur de Villeroy à Clermot, auec quelque pouuoir plus ample, ils comencerent la coference par la reforma. tion desdits Coseils, & l'ordre que sa Muesté y vouloit teair, dot ledie fieur de Villeroy auoit charge de luy faire voir quelques reglemens, qui avoiet efté dressez pour cet effet, lesquels en la plus part ledit Seigneur Prince trouva fort raisonnables:

& pour le regard des plaintes publiques contenues és remonstrances du Parlement, il reserva à dire son intention, apres en auoir conferé & pris l'aduis des autres Princes, Officiers de la Couronne & Seigneurs joincts auec luy, lesquels pour cet effer il pria de se trouner à Coucy le 27. de suillet, où sa Maiestéayant aussi trouvé bon de faire trouver ledit sieur de Villeroy, ils confereret bien auat sur le suiet desdites remonstraces, en sorte qu'on esperoit qu'il se tireroit du fruict de ceste conference, au contentemét du Roy & du public, si elle n'eust esté rompue par le sieur de Pontchartrain Secretaire d'Estat, lequel fut enuoyé expres de la part du Roy, pour faire ent endre audit Seigneur Prince la resolution que sa Maiesté auoit prise de partir le 1. iour d'Aoust, & faire son voyage de Guyene pour l'accomplissement de son mariage, & qu'elle le conuioit de l'y accompagner, ou bien dire en presence dudit sieur de Pontchartrain si son intention estoit d'y apporter refus ou difficulté, ce que ledit Seigneur Prince ayant pris pour rupture maniseste de la conference, il supplia tres humblement sa Maiesté par la responce qu'il donna audit sieur de Pontchattrain, de l'excuser s'il ne la pouuoit accopagner en son voyage si subit & si precipité, insques à ce qu'il luy eust pleu donce ordre & pouruoir à la reformation de ses Conseils, & aux desordres de son Estar, & fait redre la iustice de ceux qui en sont les autheurs, come aussi du soldat Italien de la Citadelle d'Amiens pour l'assassinat commis en la personne du sieur de Prouuille.

Or ne sçauoit pas lors ledit Seigneur Prince, que soubs ombre de ceste conference on auoit dessein de l'inuestir & surptendre dans Clermont, ainsi qu'il eust esté insailliblemet s'il y eust seiourné plus long téps, car pour executer ceste trabison, proiettée par le Mareichal d'Ancre & ses supposts, on auoit fait aduancer quelques compagnies d'hommes d'armes & de cheuaux legers és enuirons de Clermont, & rien ne leur a manqué que l'occasion: Mais maintenant il ne saut pas s'estonaer si on a rompu ladicte conference, & la negociation encommencee par Monsieur de Villeroy, puis qu'elle ne servoit que de couverture à vn si meschant & perside dessein, quoy que depuis on l'aye voulu desguiser.

Puis donc que le maineur de la France est tel, qu'on reiette tous moyens proptes & conuenables pour y restablir l'ordre necessaire, & euster le peril qui mena e tout le Royaume d'vue entiere dissipation, que des moyens legitimes on est reduit aux extremitez, par l'extreme violence & con piration

Ciij

de si desloyaux Conseillers. Bref, les choses estans montées au supreme degré de desordre & de consusion, le mal croisfant de plus en plus, & s'irritant par la douceur des remedes, la prudence humaine reduitte a vne necessaire option de maux n'est plus empeschée qu'à suiure les moindres, pour

destournér les plus grands.

Pour ces caules, Nons HENRY DE BOVEBON. premier Prince du Sang, & premier Pair de France, assisté de plusieurs autres Princes. Ducs, Pairs; Officiers de la Couroune, Gouverneurs de Provinces, Seigneurs, Chevaliers, Gentilhommes, Prouinces, villes & communautez tant d'vne que d'aurre religion, faisans la meilleure & la plus saine partie de ce Royaume, associez ensemble pour sa conservation. Declarons & potestons deuant DIEV & les hommes, Que nous ne consentons & ne participons aucunement aux peraicieux con eils dont on vse au gouvernement & administration de cest Estat : que nous deteitons toutes factions, entreprises & intelligences contre l'authorité du Roy : que nostre but est, & n'a oneques esté que de rendre à sa Majeité la tres-humble. obei sance que nous luy deuons, & à la Royne sa mere. Mais voyant que l'on preuient l'esprit de leurs Majestez de mauuaises & fausses persuasions, qu'on abuse du nom & de la ieunesse du Roy, & de la bonté & trop grande facilité de la Royne, dont les volontez ne sont pas libres, & que leurs Majestez par la juste crainte des forces de ceux qui les enuironnent & tiennent continuellement affiegez, fans permettre aucun accez, finon à ceux de leur faction, sont contraints d'authorifer leurs passions: que l'on machine la ruine des bons François, qui souspirent comme nous apres la reformation de l'Estart Nous nous sentons obligez de nous opposer à ces violences, & d'exposer tout ce que Drey nous a donné au monde, nos vies meimes, pour faire recognoistre le Roy tel qu'il est, le tirer de l'oppression & des perils qui le menacent, faire entretenir les Editts de Pacification, procurer le soulagemet du peuple, faire regner la Iu tice, defendre les bons, & les garentir contre toute violence, faire punir les meschans, & restablir routes choses en leur ancienne spleadour & dignité, par vne generale & veile reformation de tant le desordres, & par la iuste punition de ceux qui en sont les autheurs, ausquels nous imputerons tous les inconueniens qui peudent arriuerde la inste défense, à laquelle ils aous ont reduits, dont ils secont seuls coulpables, puis qu'au lieu d'arreiter le mal, qui menace l'Estat, ils le histent & precipitent, ayins donné les con-

seils de rompre la Conference, & resuse tous moyens & conditios iustes & raisonnables, afin de porter le Roy à vne guerrenon necessaire, & partantiniuste, pour aux despens de sa Majestése venger de leurs passions, par l'esfusion du sang de ses bos & sideles subjects. Declarons que les armes que nous serons contraints de prendre pour cest effer, n'estans que pour le Roy & pour sa liberté, pour la conservation de sa personne, de sa Couronne, & des loix fondamétales du Royaume, nous seros aussi tousiours prests de les poser, quand sa Majesté plus libre & mieux conseillee, aura pourueu aux choses cy dessus representées, & autres plus particulierement deduites par les, remonstrances de la Cour de Parlement, & par les cahiers des Estats: Et iusques à ce qu'elle y ait apporté par la prudence, des remedes certains & conuenables, nous la supplions encore tres humblement, de donner ce contentement à ses subiects de differer son partement, attendu le notable preiudice que sa Maiesté pourroit autrement receuoir par l'alteration des cœurs & affections de ses peuples, dont les mileres & calamitez, qui sont extremes & lamentables, leur feroient porter impatiemment de ne recueillir de l'assemblee des Estats le fruict & le soulagement qui leur a esté tant de fois promis. Et d'autant que les mariages des Rois ne sont point affaires particulieres & domestiques, mais leurs Royaumes & Estats y ont tres-grand interest, comme choics qui peuuent entretenir ou rompre la traquillité publicque. Nous supplions tres humblement sa Majesté d'y vouloir faire gardei l'ordre & chercher les seuretez necessaires en affaires de telle consequence, pour garentir son Estat à l'aduenir contre les entreprises qui s'y pourroient saire à la saueur de son mariage. Et pour cest estect, auant toutes choses, en saire verifier & enregifirer le contract au Parlement, ainsi que par les termes d'iceluy elle y est expressémet obligee, & qu'il a esté pratiqué de tout temps : ensemble vne declaration, par laquelle sera ordonné en consequence & execution des anciennes ordonnances, & loix du Royaume: Que nuls Espagnols, ou autres estrangers ne seront admis en aucunes charges, gouuernemens, offices, benefices, cappitaineries, ny autres functions publiques dedans le Royaume, ny offices domestiques en la maison de la Royne suture, ainsi qu'il se troune avoir tousjours esté prattiqué en tous Estats, notamment en Angleter. re, lors du mariage de la Royne Marie auec Philippes Prince d'Espagne, où pareille declaration, pour pareille cause, & pour ouiter pareils inconueniens, fut verifiee au Parlemet du pais-

Et pour leuer les soupçons & iustes deffiances que les allianrces d'Elpagne, à cause de la precipitation dont on vse pour les accomplir, ont donné à tous les alliez de la France : Nous supplios austi sa Majesté d'entretenir & confirmer de nouveau les anciennes alliances & cofederations que le feu Roy d'heu reuse memoire a renouvellees avec rat de soing & de prudence, auec les Princes, Potentats & Republiques estrangeres, come l'vn des plus certains moyes de la seureté de son Estat, & du repos de la Chrestiente. Que si nonobstant ces conditions si raisonnnables, si necessaires & si legitimes, on faitaduancer les forces du Roy contre nous, ou aucuns de ceux qui sont associez auec nous (ce que nous attendros auant que de nous resoudre ànous defendre) on ne doit trouver mauvais si nous opposons à ceste violèce vne iuste & legitime defence, la nature & la necessité permetrat à tous homes de défédre leurs vies, & de repousser par tous moyens la force par la force, ne nous restant plus pour nous garantir du mal, sinon de recourir aux remedes extremes, qui neantmoins doiuent estre trouuez iustes, puis qu'ils sont necessaires, lesquels ayans cuitétant que nous auons peu, nous voudrios bien encor à present ne nous en aider, sinon que nous sommes reduits à cette extrémité, ou de voir l'extermination de la maison de France, & en icelle la ruine de l'Estar, ou vne defense legitime &, necessaire pour la conservation de l'vn & de l'autre.

Prions El exhortons tous les Princes, Pairs de France, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Chenaliers, Gounerneurs. Gentilhommes, Sautres, de quelque qualité El condition qu'ils foient, tous les Parlemens, tous les Ordres El Estats de ce Royaume, toutes les villes Sacommunautez, El generalement tous ceux qui se disent encore François. El quine se sont encore ioincts à nous, de nous secourir El assister en une cause si iuste. Requerons El adiurons tous les Princes El Estats estrangers 10us les anciens alliez El confederez de cest Estat de nous y presterance, faueur, El assistance, come permettre que de si lons El loyaux subiets, les Princes au sang El autres Frinces, El principaux Officiers de la Couronne, soient opprimez par une telle coniuration, pour la consequence qu'elle apporteron à tous les Estats de la Chrestienté Fait à Coucy le 9. iour d'Aoust 1615. Signé, HENRY DE BOVRBON.